

APRES LA VACHE FOLLE L'EUROPE ZOMBIE

Depuis notre dernier numéro quelques lecteurs ont trouvé que nous poussions le bouchon un peu trop loin quant à l'inexistence de l'Europe. Il y aurait selon leurs dires une crise de croissance avec le passage à l'euro ; la politique agricole commune est toujours là et sur le plan stratégique l'Europe se chercherait à travers le débat sur les institutions.

LA CRISE DE LA FILIERE VIANDE UN BON EXEMPLE DE LA DELIQUESCENCE DE L'EUROPE

Les évènements depuis quelques mois ne cessent de nous donner raison. Il y a l'euro incapable de lutter contre le dollar et ceci malgré les signes de faiblesse de l'économie américaine ; il y a eu l'échec cuisant du sommet de Nice au cours duquel on a vu les chefs d'Etats européens être dans l'incapacité de formuler une Europe intégrée. Comment pourrait-il en être autrement alors que chaque chef d'Etat est proprement incapable de définir un projet politique pour son propre pays ? Le révélateur le plus puissant de la disparition de l'Europe se trouve être son fleuron c'est à dire la PAC (Politique Agricole Commune). Les deux dernières crises de la filière viande (crise de la vache folle et de la fièvre aphteuse) ont montré au grand jour une débandade complète et des Etats et de l'Europe.

Il était vraiment pathétique de constater qu'à travers ces deux crises la division l'a emporté sur l'action organisée collective. Ainsi on a pu voir chaque pays prétendre ne pas être atteint par les maladies de l'ESB et de la fièvre aphteuse. Or, les uns après les autres, l'Allemagne, l'Italie, la Hollande etc. eurent à concéder qu'il n'en était rien et eurent à affronter des embargos outranciers et particulièrement ravageurs de la part de leurs voisins mais aussi de leurs concurrents commerciaux immédiats, les USA, l'Argentine, la Nouvelle Zélande etc.

Les décisions prises par la Commission Européenne sont apparemment aussi incompréhensibles que l'hyper réactivité des chefs d'Etat.

Trafic juteux en perspective

C'est bien là l'aspect le plus aberrant qui soit de cette crise. En décidant d'interdire les farines animales de l'alimentation des élevages pour les détruire la Commission Européenne ouvre les vannes à un immense trafic très lucratif. Déjà la première crise de l'ESB avait permis à nombre d'abattoirs de réaliser des affaires en exportant les carcasses de bovins vers les pays africains, à un point tel que des pays tels que l'Irak et la Corée du nord ont réclamé officiellement à bénéficier de cette manne. Il en sera de même pour les farines animales puis que nous possédons des stocks que l'on mettra plusieurs années à détruire et dont la sécurité alimentaire et de l'ordre de 99,99 % Et mieux encore, elles sont gratuites !

Des risques mineurs

C'est là un autre aspect des deux crises. Le réel risque pour les populations est négligeable, si l'on respecte les règles de fabrication et d'exploitation de ces aliments pour le bétail. En ce qui concerne la France, à ce jour, il n'existe que deux cas humains déclarés qui sont décédés des suites de la nouvelle variante de la maladie de Kreutzfeld Jakob et dont un seul est vraiment avéré. Sur notre territoire chaque année il meurt une quarantaine de personnes des suites du tétanos, or ce type de décès n'est guère plus réjouissant et il n'existe comparativement aucune panique des populations. Pourquoi existe-t-il un comportement aussi divergent du public pour ces deux maladies qui ont en commun des manifestations cliniques pénibles pour les familles ?

ET SI LES CRISES AGRICOLES ETAIENT UNE AUBAINE ?

Pour comprendre ces incohérences apparentes il faut resituer ces affaires dans leur contexte économique et politique. Depuis les négociations de l'Uruguay round en 1994 la CEE s'engageait à ne plus soutenir les productions agricoles afin de permettre les exportations des excédents européens aux prix mondiaux. La CEE en faisant une lecture très restrictive de l'accord signé avec l'OMC se mit à soutenir non plus les prix des produits à l'exportation mais directement les producteurs qui reçurent les subventions à l'hectare de céréales, à la tête de bétail etc Cet accord était rendu nécessaire. L'Europe étant fortement exportatrice en céréales et viandes il lui fallait absolument s'aligner sur les cours mondiaux qui sont évidemment beaucoup plus bas (ces prix vont du simple au double pour la viande bovine, le beurre, la poudre de lait) afin de pouvoir exporter ses excédents. Mais la politique suivie a eu pour effet d'augmenter considérablement les aides aux producteurs ainsi que les quantités produites sans pouvoir se rapprocher réellement des prix mondiaux. Il a donc fallu avec le compromis de Berlin, signé en 1999, baisser de façon drastique les prix d'intervention européens afin de se rapprocher réellement des prix mondiaux et notamment pour la viande bovine des prix américains. Les USA sont un des poids lourds de cette production avec 100 millions de têtes dont dépend une industrie qui pèse près de 400 milliards de dollars. En face, l'Europe est un autre poids lourd puisqu'elle représente pour les céréales 10 % du commerce mondial (hors CEE) 23 % de la viande bovine, 27 % du beurre, 42 % de la poudre de lait écrémé. Ces simples chiffres montrent à quel point la situation agro alimentaire de l'Europe est fragile. L'Europe privée de débouchés extérieurs est condamnée à croûler sous ses excédents. Une telle situation n'est pas acceptable de la part des bailleurs de fonds de l'Europe (Allemagne principalement). Les crises de l'ESB et de la fièvre aphteuse ont mis au grand jour ce refus obstiné de financer la PAC, sous entendu les Français, les Espagnols et autres, obligeant les gouvernements nationaux en cause à payer eux-mêmes la note. Ce refus de financer la PAC a été manifeste quand la députée européenne des vertes allemandes a délibérément ponctionné le budget agricole européen pour assurer l'aide financière de reconstruction au Kosovo !

Cette situation de blocage doublée d'une situation de surproduction a permis cette fuite en avant qui consiste à détruire massivement les moyens de production que constituent les troupeaux. Cela explique aussi la position de la FNSEA qui préconisait des abattements encore plus massifs des cheptels contre un subventionnement non moins massif afin de reconvertir la production et ses capitaux.

Face aux géants de l'agro-alimentaire américain l'Europe a choisi le suicide.

Ne soyons pas dupes, les USA tout autant que l'Europe sont concernés par l'ESB. Les USA ne pratiquant aucun suivi en la matière ne connaissent officiellement aucun problème. La réalité est différente du discours officiel d'une part parce que ce pays a importé des farines animales anglaises pour la confection de ses aliments du bétail et d'autre part parce que l'on observe de plus en plus de cas de maladies dont les signes cliniques extérieurs sont ceux de l'ESB. L'Europe osera-t-elle pratiquer un embargo sur la viande américaine ?

Bien entendu il n'en est pas question !

Les crises de l'ESB et de la fièvre aphteuse ont été une aubaine, une opportunité pour mettre à bas le concept même de la PAC.

UNE AGRICULTURE A 2 VITESSES

L'Europe a pris un tournant pour l'obtention « d'une agriculture de qualité soucieuse de son environnement » et cela au détriment d'une Europe agricole de type industrielle. Le changement est de taille et la première répercussion est la cherté des produits fabriqués. Nous ne savons pas s'il faut mettre cela au compte de cette nouvelle agriculture mais les prix des produits alimentaires ont augmenté considérablement durant cette dernière année (+ 4,5 % au global et +8,4 % pour les produits frais qui comprennent les légumes, fruits, produits laitiers et viandes.-source INSEE). Nous nous acheminons à pas de géant vers une agriculture dite de qualité. Nous ne savons pas ce qu'est une agriculture de qualité car les méthodes culturales anciennes comportent bien des défauts et non pas seulement au niveau du rendement, on a ainsi pu constater que des méthodes bio légumières comportent plus de métaux lourds dans les légumes que les méthodes modernes. Ce type d'agriculture ne peut se concevoir sans une agriculture de masse afin de pouvoir nourrir des

centaines de millions d'individus. Pour cela on aura recours aux marchés mondiaux à travers l'élargissement de l'Europe.

Nous avons à nos portes une pléthore de pays (Pologne, Roumanie, Bulgarie, Ukraine) qui ont pour caractéristiques d'être des pays à fort potentiel agricole, où les contraintes sociales et idéologiques sont extrêmement basses (on ne peut pas dire que les écologistes sont particulièrement actifs en Roumanie par exemple...) où la productivité peut connaître des bonds considérables, c'est déjà le cas de la Pologne. Notre future Europe agricole se trouve là dans le PECO. Il faut noter que le démantèlement des protections européennes en matière de produits agricoles va de pair avec le calendrier de l'élargissement européen. Ainsi donc sous couvert d'agriculture de qualité se constitue à nos portes une agriculture industrielle et un nouveau prolétariat hors de notre pré carré de pays riches.

VERS UNE NOUVELLE DIVISION MONDIALE DU TRAVAIL

Avec le démantèlement d'ici 2007 des aides à l'agriculture, il n'y aura plus d'autres choix que de s'aligner sur les prix mondiaux avec à terme des destructions massives de moyens de production ou de fabriquer des produits haut de gamme pour les classes aisées européennes. Ceux qui y trouveront leur compte sont les industriels de l'agro-alimentaire qui jusqu'alors payaient le prix fort pour s'approvisionner en matières premières. Ils pourront s'approvisionner sur le marché mondial à bas prix et surtout restructurer leurs appareils de production en fonction des nouveaux producteurs et des nouveaux marchés. C'est le cas de Danone qui se restructure en fonction de cette nouvelle donne. Si Danone licencie en Europe c'est pour au contraire investir en Chine et au Brésil où les marchés se développent rapidement où la production des matières premières n'est pas en reste. Ces marchés sont beaucoup plus attrayants que les marchés européens où les capacités de production stagnent. Dire comme la CGT à propos des fermetures des usines LU « Les patrons peuvent payer » c'est nous sortir les mêmes fadaïses que dans les années 70. C'est être frappé de cécité que de ne pas voir les crises en train de monter, la destruction des moyens de production en Europe ne fait que débiter. La CGT et dans son sillage la gauche plurielle n'aident pas à la prise de conscience des producteurs et perdurent dans leur attitude à pérenniser la domination du capitalisme. PC, Verts, extrême gauche, CGT se sont lancés dans une campagne de boycott des produits Danone mais ils se taisent quand ils ne sont pas complices de l'actuelle politique agricole de l'Europe. Leur campagne détourne les ouvriers et l'ensemble des salariés des vrais enjeux dont le but avoué est la dissolution de l'Europe dans le marché mondial. Sous l'apparence de la lutte, gauche plurielle et Danone défendent les mêmes objectifs pour l'Europe. Le plus grave dans cette affaire est que l'on a orienté volontairement les ouvriers et ouvrières vers un nihilisme complet. Cela fait déjà toute une série de luttes que la gauche entretient dans un caractère suicidaire de plus en plus marqué, elle surfe sur les désespoirs des travailleurs. C'est là le résultat d'une dépolitisation entretenue par la gauche plurielle depuis plusieurs décennies.

DU BUNKER EUROPEEN A L'EUROPE DISSOUTE

Il aura fallu peu de temps pour que l'ensemble des socialistes européens ne passent d'une conception de bunker économique à la dissolution complète. Autant nous disions à l'époque qu'il était irréaliste de constituer un bunker économique que maintenant nous critiquons la volonté de dissoudre non seulement son économie mais aussi sa raison d'être. L'important dans tout cela sont les objectifs politiques que se donne l'Europe. Les responsables européens ont fait leur deuil de constituer un pôle rivalisant la superpuissance des USA. Ce faisant ils nous entraînent dans une crise économique majeure et inéluctable comme le montre la situation agricole. Il est vain de continuer à parler de monde multipolaire ou de faire semblant d'y croire, l'Europe a raté sa mission historique qui consistait à offrir au monde une alternative de développement économique et politique que l'on aurait pu baptiser « la déconnexion globale ». Cela signifie que les peuples et leurs prolétariats ne peuvent attendre des bourgeoisies locales aucune perspective politique elle se soumet ou tombent dans des luttes sans lendemains (Saddam Hussein en Irak, Arafat en Palestine). La déconnexion globale ne peut survenir que par l'émergence du prolétariat global.